

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4452 - Dimanche 15 avril 2018 - Prix : 10 DA



Ph/E. Soraya/J. A.

Tizi-Ouzou

Coup d'envoi du 38^e anniversaire du printemps amazigh

Page 4

L'agression coordonnée

Par Mohamed Habili

Depuis 2014, les Russes et les Américains ont mis sur pied une sorte de coordination opérationnelle, sans doute sans précédent dans l'histoire de la guerre, qui leur permet d'éviter de se tirer dessus par mégarde, notamment dans le ciel syrien, où leurs avions et ceux de leurs alliés vont et viennent dans leurs opérations contre cet ennemi commun de Daech. En principe, quand des forces se coordonnent, c'est pour se renforcer les unes les autres en vue de la réalisation d'un objectif partagé. Ce n'est pas du tout le cas ici, où il s'agit par ce moyen d'éviter que des erreurs se produisent, susceptibles d'être considérées comme intentionnelles par la partie en faisant les frais, avec les conséquences que l'on imagine. Dans un conflit où bien des armées sont actives, et depuis tant d'années, les unes appartenant à un camp, et les autres à celui d'en face, c'est une grande réussite commune à toutes qu'il ne se soit produit pas même une bavure en mesure de briser leur pacte de non-agression mutuelle. Le seul cas où un incident de ce genre s'était produit, c'était justement avant que cette coordination ne soit créée. Et encore, même alors ce n'étaient ni les Russes ni les Américains les responsables, mais les Turcs, qui avaient abattu un avion russe. Prétendument parce que celui-ci avait violé leur espace aérien, en réalité parce qu'ils croyaient pouvoir compter sur le soutien de l'Otan dans le cas d'une riposte russe.

Suite en page 3

Alors que des experts de l'OIAC étaient en route pour enquêter

Washington, Paris et Londres agressent la Syrie

Lire page 3

Les USA, la France et l'Angleterre frappent la Syrie



Le P/APW de Béjaïa

«Il y a un déséquilibre entre les réalisations et les besoins réels des citoyens»

Page 9

L'exposition «Venue, revenue» à Alger

L'artiste Alexandra Roussopoulos expose ses œuvres

Page 13

Le Premier ministre présente le bilan de l'exercice 2017

Les mises au point de Ouyahia

■ La présentation du bilan de l'année 2017 ainsi que celle prochainement du dernier quinquennat que suivra le bilan total des différents programmes du président de la République 2000-2018, est une réponse à ceux qui s'interrogent «où sont passés les 1 000 milliards de dollars», a affirmé, hier, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, lors d'une conférence de presse donnée au CIC-Alger, avant de rendre hommage aux victimes du crash de l'avion militaire à Boufarik.

Par Lynda Naili

A ce titre, Ahmed Ouyahia, présageant «une année 2018 meilleure», a estimé que les résultats du bilan de l'exercice 2017 étaient «corrects», en dépit d'une crise économique sévère due à une chute drastique des cours du pétrole. «Une année 2017, poursuivra-t-il, durant laquelle le Fonds de régulation des recettes (FRR) avait expiré et impacté sur le budget des équipements, a enregistré des résultats corrects». Chiffres à l'appui, le Premier ministre indiquera que l'économie nationale a enregistré, en 2017, un investissement de l'ordre de 3 500 milliards de DA, soit 30 milliards de dollars américains, et ce, via le budget public et les crédits bancaires. Ce à quoi s'ajouteront «sans exagération, 50% de plus, provenant des investissements directs et de l'économie parallèle», dira-t-il. Résultats, poursuivra-t-il, l'activité économique a généré des incidents positifs tant au plan de la croissance nationale hors hydrocarbures, qui a atteint les 3,7% en 2017, selon les statistiques de l'Office nationale des statistiques (ONS). Néanmoins, la croissance en hydrocarbures, selon lui, a connu une croissance négative à cause d'un certain nombre de facteurs dont notamment le respect de l'engagement de l'Algérie à réduire sa production conformément à la décision de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), la croissance nationale globale avait atteint 2,2% durant l'année 2017.

«L'année 2018 sera meilleure»

En outre, glissant sur l'année en cours, Ouyahia, affirmera que «les prévisions annoncent une année 2018 sans aucun doute meilleure que l'année dernière», aussi bien sur le plan économique que social. Argumentant son pronostic, il évoquera dans un premier temps «l'augmentation du volume des budgets, ainsi que la dynamique que connaissent l'économie et l'investissement depuis le deuxième semestre de 2017 et les premiers mois de l'année en cours». De plus, expliquera le chef de l'exécutif, l'année 2017 a consigné un budget d'équipement de 2 500 milliards de DA, alors que le montant de ce budget, inscrit dans la loi de finances 2018, est de 4 100 milliards DA. Ce qui est «donc presque le double». Aussi, dira-t-il, «avec l'assainissement par l'Etat de ses dettes à l'égard des entreprises économiques nationales à travers une envelop-

pe financière de plus de 700 milliards de DA, et la levée du gel pour la réalisation de plus de 1 500 projets d'un coût global de 260 milliards de DA, et qui concernent des secteurs comme l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur et les ressources en eau, et l'augmentation des projets d'investissement au niveau de l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI) qui a comptabilisé en 2017 et au cours des premiers mois de l'année en cours, quelque 5 000 nouveaux projets, les résultats de l'année 2018 ne peuvent qu'être meilleurs». Dans ce contexte, outre «les mesures de limitation de l'importation prises par l'Etat et mises en vigueur depuis janvier dernier qui progressivement offrent davantage de marchés nationaux aux opérateurs locaux», le Premier ministre ne manquera pas d'évoquer «de grands projets» dans lesquels l'Etat a joué un rôle éminent, à l'instar du Complexe sidérurgique d'El Hadjar, qui récemment est entré en partenariat avec un groupe émirati. «Il s'agit d'une nouvelle entité sidérurgique à 100% publique, autre que celle avec Mittal (ancien partenaire indien dudit complexe)», soulignera Ahmed Ouyahia, dans la mesure où de «nouveaux produits seront désormais fabriqués par le complexe qui à l'horizon 2020 produira quelques 13 millions de tonnes de produits sidérurgiques». Et d'évoquer les efforts de l'Etat pour le doublement de la production de phosphate dans la wilaya de Tébessa, avec l'association de quatre entreprises. Il s'agit là d'un projet de partenariat qui est sur «le seuil du démarrage et coûtera 6 milliards dollars». A ces raisons économiques et financières, Ouyahia ajoutera «l'importance de la pluviométrie» enregistrée cet hiver, et aujourd'hui encore. Ce qui, dira-t-il, «est de bon augure pour l'agriculture».

«La population a eu l'occasion de voir le Président»

Par ailleurs, aux détracteurs du chef de l'Etat spéculant sur son état de santé et sa capacité de diriger le pays, Ouyahia trouvera «désobligeante» la question sur une prétendue «sortie d'adieu» la semaine dernière du Président Bouteflika inaugurant la mosquée Ketchaoua et la ligne de métro place des Martyrs-Ain Naâdja. Ce qui est, enchaînera-t-il, «en contradiction totale sur les non apparitions du Président». «C'est tragique, c'est authentiquement algérien malheureusement», lancera-t-il. En ce qui nous concerne le plus important



Ph.E. Soraya J. A.

est que «la population a eu l'occasion de voir le Président et l'a chaleureusement accueilli». «Il est vrai que le Président n'a plus la santé qu'il avait en 2008, mais l'occasion d'inaugurer des infrastructures importantes s'est présentée, il l'a fait».

En outre, à une question d'un journaliste qui le questionnait sur «la rareté de ses apparitions médiatiques», le Premier ministre rétorquera : «Gestion des affaires courantes ou gestion des affaires stratégiques, appelez cela comme vous le voulez». «Grâce soit rendue à Dieu que vous ne m'accusez pas de manque d'activité», enchaînera le Premier ministre, qui affirmera que «l'équipe gouvernementale que je coordonne est à pied d'œuvre sur le terrain pour prendre en charge les questions quotidiennes des Algériens». En outre, il rappellera au passage le «plan d'action du gouvernement» pour lequel il a appelé la presse à «évaluer son application». Enfin, sur l'effervescence actuelle de l'opinion publique, Ouyahia considérera qu'«à une année des élections présidentielles, il est normal que l'opinion publique s'agite. Pour cela nous respectons aussi bien les parties favorables que celle opposantes».

Académie de langue amazighe : l'avant-projet au Conseil des ministres «dans les prochains jours»

Répondant dans la langue kabyle à la question sur l'avant-projet de loi organique relatif à la création de l'Académie algérienne de la langue amazighe, Ouyahia indiquera que le texte «sera examiné en Conseil des

ministres qui devrait être tenu dans les prochains jours, avant de le soumettre au Parlement durant le premier semestre 2018». Ensuite, poursuivra-t-il, «ce qui reste à faire (pour sa transcription) est du rôle des experts et des spécialistes». Et de rappeler à ce sujet «l'engagement de l'Etat pour le développement de la culture amazighe, à même de cultiver encore plus l'unité nationale».

L'Algérie «continuera de rapatrier» les migrants illégaux

Interrogé sur le dernier rapport de l'ONG Humain Right Organisation accusant l'Algérie dans sa gestion des flux migratoires illégaux, Ouyahia affirmera qu'il s'agit d'une question de «sécurité nationale» et d'«ordre public». «Le gouvernement algérien n'a aucun complexe à traiter cette question, nous continuerons d'organiser le rapatriement des immigrants clandestins en concertation avec leurs pays d'origine». «Nous sommes aujourd'hui au cœur d'un volcan» faisant que l'Algérie est «confrontée à une évolution d'une migration illégale du fait d'une situation sous régionale», a-t-il dit. En outre, poursuivra-t-il, «cette ONG ne s'est jamais distinguée par aucune déclaration positive à l'endroit de l'Algérie». «Cette organisation parle, elle-même, de migrants illégaux. Ce qui est illégal en Europe, en Amérique du sud ou en Asie est illégal aussi en Algérie», a-t-il dit, déplorant, à cette occasion, le fait que «certaines voix» aient voulu «accuser l'Algérie de racisme». «J'ai même entendu certaines voix vouloir accuser l'Algérie de racisme. Je ne pense pas que quiconque puisse démontrer

cette affabulation concernant un pays qui a accueilli et qui continue d'accueillir ses frères africains tout en manifestant sa solidarité et sa coopération envers les pays du continent», a-t-il ajouté, rappelant que l'Algérie «accueille plus de 10 000 étudiants venus d'Afrique, soit un flux de plus d'un milliard par an dans un geste de solidarité envers ses frères voisins du Sahel».

«L'Algérie ne se laissera pas entraîner par la presse marocaine»

Ouyahia, à propos de la campagne médiatique marocaine déferlée suite au crash mercredi dernier de l'avion de l'ANP qui a causé la mort de 257 militaires, affirmera que l'Algérie «ne se laissera pas entraîner» par la presse marocaine, le Premier ministre a réaffirmé que les «autorités algériennes et conformément à la politique judiciaire adoptée par le Président Bouteflika, observent la sagesse dans le traitement des questions et le développement des relations avec tous les pays et non le contraire». «L'Algérie ne mesure pas les choses en fonction de ce qui se dit ici et là et ne prête pas attention à ce genre de dérapages, elle ne construit pas ses relations avec les pays sur cette base», a soutenu M. Ouyahia dans ce sens. «Le malentendu entre l'Algérie et le Maroc voisin est sur la question du Sahara occidental», précisera-t-il avant d'ajouter que «les frères marocains veulent que l'Algérie soit partie prenante du conflit, or le concerné est le Front Polisario et la République arabe sahraouie démocratique et non l'Algérie».

L. N.

Alors que des experts de l'OIAC étaient en route pour enquêter

Washington, Paris et Londres agressent la Syrie

■ Alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui doit se réunir demain, a annoncé que ses experts étaient en route pour la Syrie et devaient commencer leur travail hier, une opération militaire a été menée contre la Syrie par les Etats-Unis et ses alliés, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 avril.

Par Meriem Benchaouia

Après plusieurs jours de tergiversations, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni sont entrés en action. Les opérations qui ont duré moins d'une heure, ont visé au moins trois cibles près de Damas et Homs. Lors d'une allocution depuis la Maison-Blanche, Donald Trump a annoncé que Washington avait lancé des frappes contre la Syrie, en coordination avec la France et le Royaume-Uni. «Il y a peu de temps, j'ai ordonné aux forces armées des Etats-Unis de lancer des frappes de précision contre des cibles associées aux capacités chimiques militaires du dictateur syrien Bachar Al-Assad. Une opération combinée est en cours avec la France et le Royaume-Uni, nous les remercions tous les deux. Il s'agit d'une réponse directe à l'attaque chimique présumée récemment menée à Douma, ville de Ghouta orientale, un territoire situé sur les marges orientales de la capitale syrienne Damas». Ces dernières heures, la France et les Etats-Unis avaient affirmé avoir les preuves que le régime de Bachar Al-Assad était responsable de cette attaque, qui a fait des dizaines de morts. Le général Joe Dunford, chef d'état-major américain, a annoncé, lors d'une conférence de presse, que les tirs étaient déjà terminés. Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a souligné qu'il s'agissait de «frappes ponctuelles», d'autres actions militaires n'étant pas prévues pour l'instant.

Plus de 100 missiles tirés

Plus de 100 missiles de croisière ont été lancés par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France lors de leur attaque contre la Syrie, selon des informations de la Défense russe. La plupart des missiles ont été interceptés et détruit par les défenses antiaériennes syriennes.

Le ministère de la Défense russe a déclaré que ses systèmes de défense aériens n'étaient pas impliqués dans l'interception de missiles qui ont visé le territoire syrien. Le ministère a précisé que la majorité des 100 missiles de croisière tirés par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni avaient été interceptés. «Plus de 100 missiles de croisière et missiles air-surface ont été tirés par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France depuis la mer et l'air sur des objectifs syriens militaires et civils», a indiqué le ministère dans un communiqué cité par



l'agence de presse officielle RIA Novosti. «Un nombre significatif» de ces missiles ont été abattus par la défense aérienne syrienne, a ajouté le ministère russe. Les installations russes de défense aérienne stationnées en Syrie n'ont pas été utilisées, a ajouté le ministère. Aucun des missiles occidentaux n'a touché les zones couvertes par les défenses aériennes de la Russie autour de ses bases de Tartous et de Hmeimim en Syrie, selon la même source. Le ministère russe a indiqué que les missiles avaient été tirés depuis des navires américains en mer Rouge, par des avions volant au-dessus de la Méditerranée et par des bombardiers stratégiques américains venus de la base aérienne d'Al-Tanf, dans le sud-est de la Syrie.

L'agression repoussée

Les défenses antiaériennes syriennes ont repoussé à l'aube une agression tripartite déclenchée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre des positions syriennes dans la périphérie de Damas et Homs, a indiqué l'agence syrienne Sana. Les correspondants de la même agence ont indiqué que l'agression tripartite avait visé le centre de recherches à Barzeh et des dépôts de l'armée arabe syrienne à Homs et y avait causé la destruction d'un centre d'enseignement et des laboratoires scientifiques, assurant que les dégâts étaient uniquement matériels, soulignant que les défenses antiaériennes avaient intercepté nombre de missiles et les avaient abattus. «Les défenses antiaériennes syriennes ont intercepté les missiles qui avaient visé une position militaire à Homs et les ont déviés

de leurs trajectoires», a-t-il fait noter, précisant que cette attaque avait fait 3 blessés parmi les civils, un chiffre confirmé par l'état-major de l'armée syrienne.

La Syrie dénonce «l'agression barbare et brutale» des Occidentaux

La Syrie a dénoncé hier une «agression barbare et brutale» des Occidentaux, après les frappes menées peu avant l'aube par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne contre des bases militaires, a rapporté l'agence officielle Sana. Ces frappes visent à «entraver» une mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui devait entamer samedi son enquête à Douma sur une attaque chimique présumée, selon Sana. «L'agression (...) a pour principal objectif d'entraver le travail de l'équipe, d'avancer ses conclusions, et faire pression sur la mission dans une tentative visant à dissimuler les mensonges et les fabrications des Occidentaux», selon Sana. L'attaque chimique présumée à Douma, dernier bastion rebelle aux portes de la capitale, a fait plus de 40 morts recensés par des secouristes.

L'Algérie «regrette»

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a indiqué hier que l'Algérie regrettait les frappes effectuées tôt par les Etats-Unis et leurs alliés en Syrie. «L'Algérie ne peut que regretter les frappes qui se sont déroulées cette nuit en Syrie au moment où toute la communauté internationale attendait plutôt l'envoi d'une commission d'enquête pour évaluer ou vérifier toutes ces infor-

mations relatives à l'usage (présumé) des armes chimiques que l'Algérie avait dénoncé», a déclaré M. Ouyahia, lors d'une conférence de presse animée au Centre international des conférences (CIC).

«L'Algérie est signataire de la convention contre l'usage des armes chimiques et ne sera pas un pays qui soutiendra l'usage de ce genre d'armes», a-t-il ajouté, en réponse à une question sur l'agression contre la Syrie, précisant, qu'«il fallait attendre d'abord une commission d'enquête».

«Malheureusement, ça n'a pas été le cas», a déploré M. Ouyahia. Réitérant la position officielle de l'Algérie quant au règlement politique du conflit syrien, M. Ouyahia, a soutenu que «malheureusement, ces frappes vont encore créer une atmosphère qui ne manquera pas de peser négativement sur une dynamique de règlement politique de la crise syrienne». Quant aux conséquences de ces frappes occidentales sur la région, il a fait observer que «de toute manière, le monde arabe connaît ces derniers temps des tragédies». «Il serait plus sage de laisser au sommet de la Ligue arabe qui se tiendra demain à Djeddah (Arabie saoudite) le soin aux Etats arabes de dire ce qu'ils pensent de toute cette situation», a déclaré le Premier ministre.

L'Iran condamne

L'Iran, allié de Damas, a mis en garde contre les «conséquences régionales» des frappes menées par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni contre la Syrie, et les a «fermement» condamnées. «Les Etats-Unis et leurs alliés, sans aucune preuve et avant même une prise de position de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ont mené cette action militaire [...] contre la Syrie et sont responsables des conséquences régionales de cette action aventuriste», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

L'OTAN soutient l'agression

L'OTAN apporte son «soutien» aux frappes menées par les Occidentaux contre la Syrie, a indiqué son chef Jens Stoltenberg dans un communiqué. «Je soutiens les actions prises par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France contre les installations et capacités d'armes chimiques du régime syrien», a affirmé le secrétaire général de l'Alliance atlantique.

LA QUESTION DU JOUR

L'agression coordonnée

Suite de la page une

Depuis que Daech a été réduit à des lambeaux épars, et que la tension entre les deux camps s'en est trouvée accrue, la chambre de coordination n'a plus eu la même finalité. Elle est devenue la chambre de désescalade (deconfliction room, en anglais). C'est elle qui a veillé hier à ce que les missiles américains, anglais et français, atteignent leurs cibles convenues et elles seules, avec une précision admirable. Sans elle, l'engrenage se serait probablement enclenché qui aurait mené à une guerre directe entre les Etats-Unis et leurs alliés d'un côté, les Russes de l'autre. C'est elle, la chambre de désescalade, qui a fait en sorte qu'on compte zéro soldat russe touché. Et seulement trois blessés syriens, à Homs. On ignore encore si leurs blessures sont graves ou légères. Les missiles tombant dans la périphérie de Damas ne se sont soldés par aucune perte humaine. Il faut dire que bien avant les frappes, l'armée syrienne a déplacé et mis à l'abri tout ce qui pouvait être détruit, à croire qu'elle connaissait sur quoi les seraient dirigés. 13 de la centaine de missiles tirés par la coalition tripartite auraient été interceptés, sans que le dispositif russe de défense y ait été pour quelque chose. On comprend dès lors que les habitants de Damas soient descendus dans la rue pour chanter la victoire. La chambre de deconfliction, si l'on me passe ce barbarisme, a fait du bon boulot, force est de le constater. Tout le monde est en droit de se féliciter, ceux qui ont procédé aux frappes aussi bien que ceux qui les ont subies. Et pas seulement eux, également tous ceux qui à travers le monde nourrissent les plus grandes craintes pour la paix dans le monde au vu de la tension accumulée ces derniers temps, après l'attaque chimique présumée de la semaine dernière sur la Ghouta. Autre sujet de satisfaction pour les Syriens : l'agression tripartite est terminée, elle n'aura pas de suite, ainsi en a décidé le chef du Pentagone, James Mattis. Elle aura duré moins d'une heure. Tout est bien qui finit bien.

M. H.

«Elles vont réduire la capacité du régime à mener d'autres attaques contre le peuple de Syrie avec des armes chimiques», a-t-il ajouté. «L'OTAN a constamment condamné le recours continu de la Syrie à des armes chimiques comme une violation claire des normes et accords internationaux», soutient le chef de l'OTAN, déclarant que «les responsables doivent en rendre compte».

Le ministère des Affaires étrangères de la Turquie, qui est membre de l'OTAN, a jugé «appropriées» les frappes contre la Syrie.

M. B./agences

Pour réinventer la gastronomie algérienne

Des chefs algériens en stage à... Paris

■ Une équipe de chefs et de maîtres d'hôtel de la chaîne hôtelière d'El Aurassi d'Alger se trouve actuellement à Paris pour un stage de formation, encadrés par des chefs étoilés français, afin de revisiter et de réinventer la gastronomie algérienne.

Par Dalil T.

L'initiative, qui est l'œuvre de Hakim Gaouaoui, propriétaire d'un groupe d'établissements de restauration dans la région parisienne, est soutenue par le P-DG du Groupe Hôtellerie Tourisme Thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaa, et le P-DG d'El Aurassi, Abdelkader Lamri, et parrainée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Quatre chefs et cinq maîtres d'hôtel sont à pied d'œuvre, depuis quelques jours, dans la cuisine du Bistro d'Altitude, un chic restaurant de Hakim Gaouaoui très bien situé à Suresnes, une commune françai-



P.V.D. R.

Batna Une panne technique provoque une coupure électrique dans 17 communes

UNE PANNE technique a été à l'origine de la coupure du courant électrique hier matin aux environs de 6h dans dix-sept communes dans la wilaya de Batna, a affirmé à l'APS le chargé de l'information auprès de la direction de distribution d'électricité et du gaz. Les équipes techniques d'intervention et de maintenance ont été aussitôt mobilisées et les travaux sont en cours pour réparer la panne affectant la ville de Batna et les communes de la région nord et ouest de la wilaya, a précisé Nouri Bouziane, affirmant que le courant électrique sera rétabli dans cette région «progressivement en milieu de journée». Cette coupure d'électricité a été provoquée par une panne technique signalée dans le centre principal approvisionnant en énergie électrique les régions nord et ouest de la capitale des Aurès, implanté dans le pôle urbain Hamla, selon la même source. La coupure de courant électrique a touché les communes de Batna, Oued Chaâba, Merouana, Hidoussa, Oued El Ma, Ain Djasser, Seriana, Ouled Sellam, El Hassi, Ras Laâyoune, Rahbat, Talkhmat, Lamssane, Taksent, Kikba, Ouled Si Slimane et Tasoult, a-t-on précisé. Le courant électrique a été rétabli, en début d'après-midi dans les communes de Batna et Tazoult a-t-on fait savoir, ajoutant que les équipes techniques étaient à pied d'œuvre pour le rétablissement du courant dans les autres communes. Samah N.

se du département des Hauts-de-Seine en région Ile-de-France. «L'objectif est de présenter, lors d'un dîner pour 150 personnes à El Aurassi le 26 avril, un menu concocté dans nos cuisines qui allie la culture gastronomique algérienne et française avec l'encadrement du chef cuisinier aux trois étoiles du Guide Michelin, Philippe Legendre, et du cuisinier et animateur très populaire en France Norbert Tarayre», a indiqué à l'APS Hakim Gaouaoui, ce natif de Suresnes et originaire de Tadmait (Tizi Ouzou), soulignant qu'il s'est entendu avec Lazhar Bounafaa et Abdelkader Lamri pour donner à la cuisine algérienne de restauration le know-how, la modernité et la rigueur de la gastronomie française. Partant du fait que la restauration «rap-proche les gens», l'initiateur du

projet souhaite apporter son expérience, son savoir-faire dans la restauration et la gestion, au secteur touristique algérien, qui est en pleine mutation, a-t-il confié, afin d'arriver à faire en Algérie, a-t-il expliqué, de la «bonne et grande cuisine». «Heureusement que l'Algérie a été préservée. C'est un terrain vierge et la bonne cuisine peut être faite là-bas en la réinventant sur la base de la culture et des richesses du pays en y apportant l'image du sérieux et du bien-faire», a-t-il ajouté, souhaitant établir des passerelles entre l'Algérie et la France dans le domaine culinaire et de la gastronomie en organisant en France des cycles de formation. Le personnel de l'hôtel El Aurassi, rencontré à l'occasion d'un cocktail organisé pour présenter le projet, a montré

sa volonté d'apprendre et de repartir en Algérie avec des acquis à même de réinventer le domaine de la restauration algérienne. Le maire de Suresnes depuis 1983, Christian Dupuy, présent à la cérémonie, a accueilli favorablement et avec enthousiasme ce stage, totalement pris en charge par Hakim Gaouaoui. Le maire, dont ses frères sont nés en Algérie, a indiqué qu'il gardait toujours de «très bons» souvenirs sur la culture et les traditions algériennes, en particulier la richesse et la variété de l'art culinaire. Pour sa part, Philippe Legendre a considéré que le stage qu'il dirige avec Norbert est «une belle émulsion humaine» afin de «renouer avec le culinaire algérien», alors que Norbert a exprimé son «impatience d'aller en Algérie», un pays

qu'il ne connaît pas. Contacté par téléphone, le P-DG de HTT, Lazhar Bounafaa, a expliqué que, dans ce projet, le choix a été porté sur l'hôtel El Aurassi, en raison de son envergure «importante» et de ses six restaurants, assurant que l'expérience concernera dans un proche avenir d'autres établissements hôteliers du groupe public. «Nous voulons faire de l'hôtel El Aurassi un modèle une référence dans les produits qu'il fournit. Il sera un cas d'école qui fixera un seuil de la qualité», a-t-il précisé, indiquant qu'une équipe de travail a été mise en place en Algérie pour établir un inventaire sur la cuisine algérienne. Ce travail est effectué avec la collaboration du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH). D. T./APS

Tizi-Ouzou

Coup d'envoi du 38^e anniversaire du printemps amazigh

Le coup d'envoi de la célébration du 38^e anniversaire du printemps amazigh (20 avril 1980) a été donné hier à Tizi-Ouzou par le wali, Mohammed Bouderbali, qui a rappelé les mesures décidées par l'Etat pour promouvoir cette composante de l'identité nationale. Lors de la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, M. Bouderbali a observé que «tamazight, langue et culture, est passée par plusieurs étapes qui ont assuré, grâce aux décisions prises par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, sa constitutionnalisation en tant que langue nationale et officielle et l'intégration de la célébration de Yennayer (nouvel an amazigh) dans le calendrier des fêtes nationales, sa consolidation et sa promotion à travers tout le territoire national». La création, dans les semaines à venir, de l'Académie de langue amazighe est un autre «acquis important pour renforcer

cette langue», a ajouté le wali qui a rappelé que tamazight est une langue et un patrimoine propre à tous les Algériens, étant une des composantes de l'identité nationale qui ne saurait être confinée dans une seule région du pays. Il a rappelé, à ce propos, que la fête de Yennayer est célébrée par les familles sur tout le territoire national, soulignant le rôle «primordial» de la société dans la promotion de ce patrimoine. Les festivités de célébration du printemps amazigh ont débuté à partir de la placette M'barek-Ait-Menguellat, par le lancement symbolique d'une campagne de plantation d'arbres. Une action initiée par le chanteur Zayen, auteur et interprète de la chanson écologique «Da Moussa» qui dénonce la dégradation de l'environnement. Le wali, des membres de l'exécutif de wilaya et des artistes ont participé à cette opération. La campagne de nettoyage prévu ce même jour a été reportée à la semaine prochaine en

raison des conditions climatiques non favorables (fortes chutes de pluie). A la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le chef de l'exécutif local a procédé au vernissage d'une exposition sous le thème «Quand le timbre algérien est porteur de l'identité et du patrimoine culturel national», où on retrouve notamment le timbre marquant la première année de l'officialisation de tamazight en tant que langue nationale et officielle. Les festivités se poursuivront jusqu'au 23 avril à travers les différents établissements culturels du chef-lieu de wilaya et dans plusieurs communes. Des projections de films, des spectacles de théâtre, des conférences-débats, un concours inter-établissements scolaires, des témoignages avec les anciens acteurs d'avril 1980 et des ateliers pédagogiques sont au menu du programme tracé pour l'occasion par la direction locale de la culture. Amel Kh.

Pétrole

L'AIE voit le rééquilibrage du marché se poursuivre

■ L'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a maintenu sa prévision de demande de pétrole en 2018 malgré quelques facteurs d'incertitudes, voit le rééquilibrage du marché se poursuivre.

Par Assia D.

L'organisme s'attend à ce que la demande mondiale de pétrole progresse de 1,5 million de barils par jour (mbj) cette année, comme annoncé le mois dernier. Toutefois, les tensions commerciales actuelles entre les Etats-Unis et la Chine représentent un «risque» pour ces prévisions, relève l'AIE. En ce qui concerne le premier trimestre, une «plus forte croissance» de la demande aux Etats-Unis, qui s'explique notamment par une météo fraîche et le démarrage d'un nouveau projet pétrochimique, a été «partiellement compensée» par une croissance de la demande plus faible en Chine. L'AIE a relevé une progression des prix, soutenue notamment par l'instabilité politique au Moyen-Orient. L'incertitude concernant la situation en Syrie et au Yémen «a aidé à propulser le prix du baril de Brent au-dessus des 70 dollars». «Il reste à voir si les récents tarifs élevés se maintiennent et si c'est le cas, quelles seront les implications sur la dynamique du marché», s'interroge l'AIE. Les cours du pétrole avaient chuté à la mi-2014 mais sont depuis remontés, s'établissant fermement au-dessus des 60 dollars le baril dernièrement. Ils ont été soutenus par la décision fin 2016 des pays producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), associés à d'autres producteurs non membres de l'Opep dont la Russie, de limiter leur production. En mars, la production de pétrole a atteint 97,8 millions de barils par jour, les pays produc-

teurs ayant réduit leur production de 800 000 barils supplémentaires par rapport à ce que prévoient leurs engagements, selon le rapport. Toutefois, «un peu plus d'un tiers» de la réduction de mars est due à un recul «non intentionnel» de la production du Venezuela et du Mexique, précise l'AIE. «Jusqu'à présent, rien n'indique que l'Opep augmente sa production en réponse aux récents prix plus élevés ou pour compenser la chute de l'offre vénézuélienne», indique le rapport, ce qui devrait permettre la poursuite du rééquilibrage du marché. Les réserves commerciales des pays de l'OCDE ont reculé en février de 26 millions de barils à 2,8 milliards de barils, leur «plus bas niveau depuis avril 2015». A la fin de ce mois, elles n'étaient plus «que de 30 millions de barils au-dessus de la moyenne de cinq ans». Elles pourraient



atteindre, voire être en-dessous du niveau moyen sur cinq ans, au mois de mai, selon l'AIE, accomplissant ainsi l'objectif prévu par l'accord des pays pro-

ducteurs. Alors que cet accord court actuellement jusqu'à fin 2018, l'Opep envisagerait de modifier son objectif pour le fixer à leur moyenne sur sept ans. La

prochaine réunion des ministres de l'Opep et de leurs partenaires aura lieu le 22 juin à Vienne.

A. D./APS

Changes

L'euro se stabilise face au dollar

L'euro se stabilisait face au dollar sur un marché prudent en raison d'incertitudes commerciales et géopolitiques. Vendredi après-midi, l'euro valait 1,2328 dollar, contre 1,2327 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne montait face à la devise japonaise à 132,69 yens, contre 132,31 yens jeudi soir. Le billet vert progressait lui aussi face à la monnaie nipponne à 107,64 yens, contre 107,33 yens la veille au soir. «La fin de la semaine semble un peu plus calme après plusieurs jours de tensions entre les Etats-Unis et la Russie», a commenté un analyste. Selon lui, les investisseurs res-

tent «prudents» alors que «la nature imprévisible de tous les sujets d'inquiétudes n'incite pas à la confiance». Pour les analystes d'ING, les multiples volte-face du président américain semblent avoir légèrement vacciné les cambistes. «Nous en sommes à un stade où l'un de ces risques, qu'il soit commercial ou militaire, doit augmenter considérablement pour influencer sur les prix des actifs, qui ont décidé de suivre les fondamentaux», ont-ils jugé, considérant que le marché des changes n'avait pas cédé à la volatilité des autres marchés. Selon eux, l'un des plus grands risques à court terme pourrait néanmoins être

l'utilisation par les Etats-Unis de la politique monétaire à des fins de guerre commerciale. Concernant la Syrie, Donald Trump est resté évasif sur le moment où les Etats-Unis pourraient lancer des frappes en représailles à l'attaque chimique présumée près de Damas. En parallèle, il a indiqué jeudi sa volonté d'entrer de nouveau en discussions en vue de réintégrer l'accord de libre-échange trans-pacifique (CPTPP). L'euro restait stable après la publication du taux d'inflation en Allemagne qui s'est élevé à 1,6% en mars sur un an, confirmant le chiffre provisoire publié fin mars. La monnaie européenne avait

baissé la veille du fait de la publication du compte-rendu de la BCE «qui a montré que les responsables s'inquiétaient des effets sur l'économie d'un euro plus fort et de la capacité de la banque centrale à atteindre sa cible de 2% d'inflation», a expliqué un autre analyste. L'institution est ainsi apparue divisée en mars sur le degré de surchauffe dans l'économie, un élément déterminant pour jauger l'inflation à venir et faire évoluer la politique monétaire de l'institution. Par ailleurs, l'or cotait 1 343,96 dollars vendredi après-midi contre 1 334,77 dollars jeudi soir.

Younès F.

Céréales

Les cours du blé toujours en repli

Les prix du blé étaient en repli, vendredi à la mi-journée, dans un mouvement de correction, après la hausse de la semaine dernière. Dans la matinée, la tonne de blé reculait de 75 centimes d'euro sur mai à 164,75 euros et de 50 centimes sur septembre à 169 euros, pour près de 8 000 lots échangés. La révision à la baisse (-500 000 tonnes) du stock de fin de campagne par \$FranceAgriMer ne suffit pas à soutenir les cours, dans un contexte de difficultés de logistique lié à la grève de la

SNCF, qui affecte le fret, résumait Agritel, dans une note. «Si les grèves continuent et que des mesures exceptionnelles ne sont pas prises pour assurer ce fret, le surcoût pour nos usines devient insupportable. D'ici la mi-mai, nos usines pourraient subir des interruptions de production, ce qui est inacceptable», s'est ému Thomas Gauthier, délégué général de l'Union des syndicats des industries des produits Amylacés (USIPA), au nom des industriels amidonniers, dans un communiqué. L'USIPA récla-

me notamment «la mise en place d'un service minimum pour le fret ferroviaire et l'ouverture des infrastructures nécessaires à la circulation des trains». «Les usines amidonnnières se fournissent en céréales disposent d'une à trois semaines de stock et elles fonctionnent toute l'année en flux tendu», indique l'USIPA, qui estime à environ 60%, la proportion des trains n'arrivant pas à destination depuis le début de la grève. Elle estime que ce mouvement a donc «des conséquences directes sur la production

des industriels en amidons, sirops de glucose, polyols, etc.». Sur le plan monétaire, l'euro se stabilisait face au dollar, au lendemain d'un repli après le compte rendu de la dernière réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jugé prudent par le marché, sur fond d'incertitudes commerciales et géopolitiques. La tonne de maïs, elle, était plutôt stable, reculant de 50 centimes sur juin à 165,75 euros et était inchangée sur août à 170,75 euros, pour 150 lots environ.

R. E.

Chine

Ouverture d'une nouvelle zone de libre-échange

La Chine, qui a déjà créé une dizaine de zones de libre-échange, prévoit d'en ouvrir une supplémentaire à Hainan, une île-province située dans l'extrême sud du pays, a indiqué un média d'Etat. Cette province insulaire tropicale et faiblement industrialisée peuplée de quelque 9 millions de personnes est située en mer de Chine méridionale, à l'est des côtes vietnamiennes. «Le président chinois Xi

Jinping a annoncé la décision de faire de l'ensemble de l'île de Hainan une zone pilote de libre-échange», a annoncé l'agence Chine nouvelle. L'homme fort de Pékin a également assuré que le gouvernement «soutient» la mise en place progressive à Hainan d'un port de libre-échange. «Cela démontre que la Chine accente son ouverture internationale, et prend d'importantes mesures proactives

soulignant son engagement en faveur de la mondialisation économique», indique l'agence. Une remarque qui intervient à l'heure où Donald Trump accuse volontiers le pays asiatique de protectionnisme économique. Chine nouvelle n'a pas précisé les détails de ce qui sera autorisé dans cette nouvelle zone de libre-échange. En théorie, une telle aire permet l'importation, la transformation et l'exporta-

tion des biens sans imposition de droits de douane. La Chine avait ouvert sa première zone de libre-échange à Shanghai en 2013. D'autres avaient ensuite suivi les années suivantes dans tout le pays. Jadis lieu considéré comme inhospitalier, l'île-province de Hainan est devenue ces dernières années une destination touristique prisée, particulièrement durant l'hiver.

Agences

Le P/APW de Béjaïa

«Il y a un déséquilibre entre les réalisations et les besoins réels des citoyens»

■ «Aujourd'hui, le constat s'impose. L'état des lieux de la situation socio-économique de notre wilaya, n'a jamais été sérieusement pris en considération par les pouvoirs publics comme étant un indicateur-clé pour l'élaboration des politiques de développement économique et social», a tranché le P/APW Mehenni Haddadou lors de son allocution d'ouverture de la première session ordinaire de l'APW qui s'est tenue mercredi.

Par H. Cherfa

Il a ainsi fait allusion aux activités de la wilaya et surtout à la non-tenu d'une session ordinaire depuis quatre

Béchar Une nouvelle offre de plus de 6 590 logements pour les trois prochaines années

UNE NOUVELLE offre globale de 6 596 logements dont a bénéficié la wilaya de Béchar récemment est inscrite dans les perspectives de développement du secteur pour les trois prochaines années, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur de l'Habitat. Les travaux de concrétisation de cette nouvelle offre, soit 2 280 unités relèvent du programme du logement social, 4 308 de l'habitat rural et huit unités comme logements de fonction au profit du secteur de l'éducation, seront entamés avant la fin 2018, a-t-on précisé à l'occasion de la tenue de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ce nouveau programme de logements sera réparti entre 12 daïras de la wilaya et permettra la satisfaction des demandes en matière des citoyens des communes relevant de ces daïras, a-t-on signalé. Outre ce programme, il est prévu l'entame des travaux de réhabilitation de 1 196 logements sociaux au sud de la commune de Béchar, et ce au titre des efforts d'amélioration des conditions de vie des locataires de la cite «Diar El Hadjra», gérée par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a-t-on ajouté. La wilaya de Béchar a enregistré récemment l'attribution de 310 logements sociaux et 1.303 lots de terrain pour l'auto-construction à travers la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Béchar), dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des habitants des régions frontalières des wilayas dans le sud du pays, a-t-on rappelé. Le secteur de l'Habitat compte aussi donner un nouvel élan au projet de réalisation de 3 109 logements sociaux locatifs (LSL), notamment aux chantiers de 1 596 unités du même programme notifiées aux commissions d'attribution de ce type de logement au niveau des 12 daïras de la wilaya, a-t-on fait savoir.

R.R.

années. Il a rappelé, à ce sujet, une règle démocratique importante, à savoir que la loi oblige le wali à présenter son bilan qui doit être examiné par l'APW et débattu par les élus. Dans son exposé, le président de l'APW a relevé l'absence de volonté politique ou du moins les efforts qu'il faut pour améliorer la situation socio-économique de la wilaya et surtout prendre rapidement en charge les problèmes des citoyens: «les carences relevées s'expliquent, d'une part, par l'absence de volonté efficiente de l'Etat et, d'autre part, par une politique de marginalisation de la population quant à la prise de décision sur son avenir et son devenir, sinon, comment peut-on expliquer la contestation citoyenne généralisée à tous les niveaux, et ce, aux quatre coins de la wilaya», s'interroge-t-il. Il a ensuite souligné que «l'analyse des différents secteurs du bilan des activités durant l'année 2017, nous renseigne parfaitement sur le déséquilibre enregistré entre les réalisations et les besoins réels des citoyens, en plus de la diminution des programmes en cours, sans parler du manque flagrant des programmes qui touchent à la vie sociale et économique de nos concitoyens». Il a fait observer à ce propos, «des déséquilibres proportionnels sur le plan infra-structurel dans certaines localités de la wilaya» et ceci dit-il, «provoque le mécontentement et la protestation sociale entraînant le désagrément des fermetures de routes et des sièges administratifs, et la multiplication des grèves». Il a ensuite plaidé pour la conjugaison des efforts pour combattre le sous-développement appelant tout le monde à faire des efforts et participer au bon fonctionnement de l'Assemblée: «face à cette situation déplorable, préjudiciable à la prospérité autant qu'à la sérénité de notre wilaya, nous devons



œuvrer sans relâche pour combattre le sous-développement qui est à son origine». Il a renouvelé sa volonté d'appuyer les efforts des uns et des autres, les investisseurs et la société civile pour avancer: «quant à nous, l'APW ne ménagera aucun effort pour accompagner les bonnes initiatives portées par les élus, les directeurs de l'exécutif, les investisseurs et la société civile». Il dira ensuite: «l'APW est un vrai espace de débat, de concertation et d'action». Notons que les élus ont adopté en premier cinq opérations d'autorisations d'ouverture de crédits par anticipation, présentées par le président de la commission économie et finances. A titre de rappel, 683 opérations ont été inscrites en

2016 pour une enveloppe globale de plus de 204 milliards de dinars dont 117 milliards de dinars ont été consommés, soit un taux de consommation de 57 %.

En 2017, 11 opérations ont été notifiées pour une autorisation de programme globale de 728 millions de dinars et la wilaya a bénéficié d'une enveloppe de trois milliards de dinars destinée au réajustement de 52 opérations ou l'achèvement du programme antérieur. Pour l'année 2017, la dotation initiale en crédits de paiement était de 4 414 074 000 dinars, laquelle a frôlé 19 187 404 000 DA après plusieurs rattachements au cours de l'année et dont le taux de consommation à la fin de l'année a atteint 74 %. En tenant compte des clôtures intervenues jusqu'à la

fin du mois de novembre et des consommations de crédit enregistrées, le programme vivant comporte 671 opérations pour une autorisation de programmes de 205 909 191 000 DA dont les consommations cumulées représentent 63 %. Notons qu'une minute de silence a été observée par les élus APW à la mémoire des 257 victimes du crash de l'avion militaire à Boufarik. Notons que trois victimes sont originaires de la wilaya de Béjaïa, notamment un jeune militaire de 28 ans du nom de Moussoussi El-Hachemi originaire du village Djerrouna commune de Kherrata.

La victime a laissé derrière lui une femme et un enfant de moins de deux années.

H. C.

Ouargla

Quatre nouvelles piscines à réceptionner en 2018

Quatre nouvelles piscines vont être réceptionnées à travers la wilaya de Ouargla dans le courant de cette année, a-t-on appris auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Il s'agit de trois piscines de 25 mètres devant être réceptionnées dans le cadre de la célébration de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet) dans les communes d'El-Hedjira, Sidi-Slimane et Blidet-Amor, et d'une piscine de proximité (Ifri) dans la commune d'Ouargla, destinée exclusivement à la gent féminine, a affirmé à l'APS le DJS, Boubekeur Chethouna. La piscine de proximité «Ifri», appelée à être réceptionnée en juillet dans la commune de Ouargla et constituant un «grand» acquis pour la population locale, permettra à la fois de généraliser et de développer la pratique de la natation et de remé-

dier au déficit en structures de détente et de loisirs, notamment pour la frange féminine, a-t-il souligné. Une enveloppe de près de 40 millions DA, dégagée sur budget de wilaya, a été consacrée à l'aménagement de cette piscine de proximité qui était auparavant un bassin de natation non exploité et resté fermé pour plus de 15 années, du fait de sa position au cœur d'une concentration d'habitations. Les travaux de son réaménagement ont porté sur sa couverture, des aménagements intérieurs ainsi que la réfection des conduites d'évacuation, de renouvellement et de chauffage de ses eaux, en plus de l'installation de vestiaires et autres travaux en voie de finition, selon le même responsable. Une aire de jeux pour enfants est également prévue à l'intérieur de cette piscine de proximité aura un encadrement féminin qui va

bénéficier de stages de formation dès la semaine prochaine, en coordination avec les services de la protection civile, a signalé M. Chethouna. Avec ces nouvelles structures, la wilaya comptera une douzaine de piscines à même de contribuer à la dynamisation du secteur et à l'accueil du nombre croissant de jeunes et d'enfants désirant pratiquer la natation, en plus de constituer des espaces de détente et de loisirs durant la saison estivale, a-t-il ajouté. La wilaya avait réceptionné sept piscines non couvertes (bassins de natation) en 2017 à travers plusieurs de ses communes et qui font l'objet actuellement d'une évaluation de leur situation en préparation de la saison estivale 2018, a rappelé le DJS de Ouargla.

Lyes B./APS



Sahara occidental

Rassemblement à Bruxelles pour dénoncer la situation «critique» des prisonniers

■ La communauté sahraouie établie en Belgique a organisé, vendredi après-midi, un rassemblement à Bruxelles pour alerter l'Union européenne (UE) sur la situation «critique» des prisonniers sahraouis du groupe dit de Gdeim Izik, détenus au Maroc, et exiger leur libération.

Par Sara H.

Les manifestants ont battu le pavé dans le quartier européen, siège des institutions européennes, aux cris de «Liberté aux prisonniers politiques» sahraouis et «pas d'alternative au référendum d'autodétermination», à l'appel de l'Association de la communauté sahraouie en Belgique. Beaucoup brandissaient le drapeau national de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD) barré d'un «Sahara libre», et des banderoles pour demander à l'UE et ses Etats membres de «sauver les prisonniers sahraouis de la mort». Micros en main, deux jeunes de l'Association de la communauté sahraouie en Belgique ont harangué la foule pour exiger la «libération immédiate et inconditionnelle» de tous les prisonniers politiques sahraouis et dénoncer les conditions «inhumaines» de leur incarcération. Les membres de la communauté sahraouie établie en Belgique affirment suivre avec «préoccupation» et «grande inquiétude» la situation des prisonniers sahraouis détenus au Maroc, notamment celle du groupe de Gdeim Izik qui observe depuis 33 jours une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Les participants au rassemblement ont adressé, à l'occasion, un «appel urgent» aux Etats membres de l'UE, aux organisations de défense des droits de l'homme et aux partis politiques pour «préserver la vie de ces Sahraouis en danger de mort». Ils ont dénoncé également les derniers jugements «arbitraires et injustes» prononcés par la justice marocaine à l'encontre des jeunes étudiants du groupe dit «les compagnons de El Ouali». «Avec cette action, nous voulons attirer l'attention de l'UE sur la situation critique dans laquelle se trouve les prisonniers sahraouis de Gdeim Izik et tous les prisonniers sahraouis détenus dans les prisons marocaines», a déclaré à l'APS le représentant du Front Polisario à Bruxelles, Abba Malainin. Selon M. Malainin, les prisonniers de Gdeim Izik «risquent une mort lente pour avoir revendiqué le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Il a rappelé, à ce titre, que ces prisonniers sont en grève de la faim depuis plus d'un mois pour réclamer leur transfert dans des prisons au Sahara occidental occupé, près de leurs familles. Les prisonniers de Gdeim Izik, condamnés à des peines très lourdes allant de 20 ans à perpétuité, avaient été dispersés brutalement à la mi-septembre 2017

vers 7 prisons différentes à travers le territoire marocain, la plupart à plus de 1 000 kilomètres de leur famille habitant le Sahara occidental. «Les manifestants appellent, aujourd'hui, l'UE à exercer des pressions sur le Maroc pour obtenir la libération des prisonniers de Gdeim Izik et de tous les prisonniers sahraouis, détenus dans les prisons marocaines», a-t-il ajouté. Le représentant du Front Polisario a plaidé, à l'occasion, pour l'envoi d'une mission d'observation de l'UE pour «s'enquérir de la situation des prisonniers sahraouis dans toutes les prisons marocaines», exhortant l'UE à «jouer un rôle positif en vue d'élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental». Le représentant du Comité belge de soutien au peuple sahraoui, Boris Fronteddu, a appelé, quant à lui, la Commission européenne à «respecter le droit international», mettant en garde contre toute violation. «Dans le cas contraire (non-respect du droit international), toutes les entreprises européennes seront complices de crimes de guerre au Sahara occidental et seront traînées devant la justice et condamnées», a-t-il averti. Une délégation de l'Association de la communauté sahraouie en Belgique s'est rendue à la fin du rassemblement au siège du Service européen de l'action extérieure (SEAE) pour déposer la lettre adressée par cette association à la Chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et dans laquelle l'Association dénonce les «atteintes graves» aux droits des prisonniers sahraouis et appelle l'UE à agir contre ces «dérives».



raouis et appelle l'UE à agir contre ces «dérives».

Une députée norvégienne appelle à amener le Maroc à mettre fin à son occupation illégale

La députée du parti du centre au parlement norvégien, Emilie Inger Mihal, a appelé la ministre norvégienne des Affaires étrangères, Ine Marie Eriksen, à exercer des pressions sur le régime marocain, en vue de l'amener à mettre fin à son occupation illégale du Sahara occidental. Dans une question écrite adressée à la ministre norvégienne des Affaires étrangères, lors d'une séance tenue mercredi, la députée a appelé à exercer des pressions sur le Maroc pour l'amener

à mettre fin à son occupation illégale du Sahara occidental, estimant nécessaire d'intervenir auprès de la France pour l'exhorter à cesser de défendre l'occupation marocaine illégale. M^{me} Emilie Inger Mihal a rappelé la position «indigne» de la France qui avait voté, au niveau du Conseil de sécurité, contre une proposition américano-britannique appelant à l'élargissement des prérogatives de la Mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). A ce propos, la députée norvégienne s'est interrogée sur «la position française qui s'oppose aux droits légitimes du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance», au niveau de tous les fora internationaux notamment à l'ONU, au Conseil

de sécurité et dans les institutions de l'UE. Evoquant la situation des prisonniers politiques du groupe Gdeim Izik, dont certains ont été condamnés à la perpétuité par les tribunaux marocains, faisant fi ainsi du droit international et démontrant les pratiques marocaines illégales contre le peuple sahraoui, la députée a estimé que «la Norvège, en ce mois de l'année (avril), consacré au débat de la cause sahraouie, doit intervenir auprès des membres du Conseil de sécurité, notamment auprès de la France, en vue de permettre à la Minurso de mener à bien sa mission de protection et de contrôle des droits de l'Homme, dans toutes les régions de son action».

S. H./APS

Tunisie

Reprise de la croissance économique, selon le FMI

La croissance économique en Tunisie reprend, a indiqué le Fonds monétaire international (FMI) sur son site web, mais déplore que les risques pour la stabilité macroéconomique dénotent une tendance à la hausse dans ce pays. «Des tendances opposées continuent de caractériser l'économie tunisienne au début de l'année 2018», a indiqué le FMI. La croissance économique s'accélère, portée par une bonne saison agricole, une hausse des investissements et une reprise naissante des exportations. D'un autre côté, poursuit l'Institution, les risques pour la stabilité macroéconomique se sont accrus : l'inflation a rapidement augmenté à 7,6% en mars, les réserves internationales restent inférieures à 90 jours de couverture des importations et la dette publique et extérieure a atteint, respectivement, 71% et 80% du PIB. Une équipe du FMI, dirigée par Bjoern Rother, s'est rendue en Tunisie du 4 au 11 avril pour discuter des récents développements économiques dans le pays et des plans d'action des autorités dans le cadre du programme de réformes écono-

miques de la Tunisie soutenu par le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC). Les discussions sur les priorités de court terme des réformes économiques se poursuivront à Washington durant les réunions de printemps du FMI du 20 au 22 avril, a noté la même source. A l'issue de cette mission, l'Institution de Bretton Woods a fait valoir qu'un renforcement de la mise en œuvre des réformes et des politiques économiques va réduire les risques pour le budget et ralentir l'inflation. «Il est essentiel de s'attaquer aux déséquilibres économiques pour pérenniser la reprise et jeter les bases d'une croissance économique juste et équitable à l'avenir», note le FMI. Selon le FMI, contenir la dette aujourd'hui aidera à prévenir l'augmentation des impôts demain. Pour faire baisser le déficit budgétaire conformément à l'objectif de la loi de finances 2018, il est nécessaire de réduire les subventions énergétiques, injustes, en augmentant les prix domestiques de l'énergie afin de suivre l'évolution des prix internationaux du pétrole. La masse salariale du secteur public est très élevée et

toute augmentation supplémentaire des salaires serait très difficile à maintenir, à moins que la croissance ne surprenne à la hausse. De même, le relèvement de l'âge de la retraite et des réformes paramétriques supplémentaires sont essentiels pour contenir les déficits du système de sécurité sociale. L'équipe du FMI est également d'accord avec la banque centrale sur le fait que l'ancrage des anticipations d'inflation par des augmentations supplémentaires du taux directeur sera crucial, si l'inflation ne baisse pas rapidement. «Réduire l'inflation protégera les couches vulnérables, maintiendra le pouvoir d'achat de la population tunisienne et stabilisera les perspectives macroéconomiques», a assuré le FMI. Concernant la situation extérieure de la Tunisie, un taux de change plus flexible aidera à reconstituer les réserves internationales et de continuer à encourager les exportations. Ce qui reste de la surévaluation du dinar peut être corrigé sans ajustement abrupt.

Amel N./R. M.



Proche-Orient

Nouvelles violences à la frontière entre Gaza et Israël, un Palestinien tué

■ De nouveaux heurts, qui ont coûté la vie à un Palestinien, ont éclaté ce week-end à la frontière entre Israël et la bande de Gaza pour le troisième vendredi consécutif, après des violences meurtrières ces deux dernières semaines.

Par Rosa C.

Islam Herzallah, 28 ans, a été atteint par des tirs israéliens à l'est de la ville de Gaza et transporté dans un hôpital où il est décédé, selon le ministère de la Santé local qui a fait état de plus de 120 Palestiniens blessés par balles et de 400 autres soignés à la suite notamment de suffocations provoquées par des grenades lacrymogènes.

Parmi les blessés par balle figurent deux journalistes, a indiqué le syndicat des journalistes palestiniens, une semaine après la mort de l'un de leur confrère.

Depuis le début des protestations, 34 Palestiniens ont été tués par les forces de sécurité israéliennes, selon le ministère de la Santé à Gaza.

Lors des manifestations des deux derniers vendredis, des dizaines de milliers de Gazaouis se sont rassemblés à la frontière. Cette fois-ci les manifestants sont moins nombreux, selon les journalistes de l'AFP. L'armée israélienne a évalué à 10 000 le nombre de participants

contre le double la semaine dernière. Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, a estimé sur son compte Twitter que «de semaine en semaine, il y a moins d'émeutiers. Notre détermination a été très bien comprise de l'autre côté».

Dans les cinq zones d'affrontements, l'air est saturé de gaz lacrymogène et de nuages de fumée noire s'élevant des pneus enflammés, ont constaté des journalistes de l'AFP.

L'armée a affirmé dans un communiqué que des manifestants avaient tenté d'«endommager ou de faire une brèche» dans la clôture le long de la frontière et avaient lancé des cocktails Molotov et un «engin explosif».

Les manifestants ont aussi tenté de retirer du fil barbelé placé par les forces israéliennes pour les éloigner de la clôture, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Des dizaines de drapeaux israéliens ont été brûlés à Jabalia dans le nord de la bande de Gaza. Dans le sud de l'enclave palestinienne, près de Khan Younés, les manifestants ont



brûlé des photos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, du président américain Donald Trump et du prince héritier saoudien Mohammed ben Salman, qu'ils considèrent comme proche d'Israël.

Les protestations posent un défi aux forces israéliennes, qui ont rejeté les critiques sur leur recours à des balles réelles, en expliquant que les consignes de tirs ne changeraient pas. Baptisé «la marche du retour», le mouvement de protestation palestinien a été lancé le 30 mars. Il prévoit des rassemblements et campe-

ments durant six semaines près de la frontière pour réclamer «le droit au retour» de quelque 700 000 Palestiniens chassés de leurs terres ou ayant fui lors de la guerre qui a suivi la création d'Israël le 14 mai 1948.

Ce mouvement est censé être pacifique mais des groupes de jeunes Palestiniens s'approchent de la frontière où sont postés les soldats israéliens.

Dans le nord de la bande de Gaza, Soumaya Abou Awad, 36 ans, participe à la manifestation avec ses enfants. «Je viens de Hiribya et c'est mon droit d'y

retourner», dit-elle, en allusion à un village au nord de la bande de Gaza, détruit au moment de la guerre de 1948 à l'issue de laquelle fut créé Israël. «Je n'ai pas peur de mourir parce que de toute façon il n'y a pas de vie à Gaza».

L'État hébreu a affirmé que les manifestations sont l'occasion de tentatives d'attaques, d'infiltration en Israël et de sabotage de la clôture et s'est engagé à stopper ces tentatives.

Mais les Palestiniens disent que les manifestants sont abattus alors qu'ils ne posent aucune menace pour les soldats.

Parmi les Palestiniens tués vendredi dernier figurent le journaliste Yasser Mourtaja qui, selon des témoins, portait un gilet identifiant comme journaliste quand les soldats lui ont tiré dessus.

Israël a affirmé qu'il s'agissait d'un membre du Hamas, mouvement islamiste au pouvoir à Gaza et ennemi juré de l'État hébreu, mais sans donner de preuve.

Des groupes de défense des droits de l'Homme ont critiqué les forces israéliennes, mettant en évidence les images, non vérifiées, de vidéos diffusées sur internet montrant des soldats tirant sur des manifestants. Amnesty International a exigé vendredi dans un communiqué qu'Israël «mette immédiatement fin à l'utilisation excessive et meurtrière de la force». R. C.



Points chauds

Avertissements Par Fouzia Mahmoudi

Visiblement, l'appel du pied de Thierry Mariani, ex-élu de Les Républicains, à l'endroit du Front national, n'était pas fait sur un coup de tête, car aujourd'hui non seulement il persiste, mais il s'allie à des élus FN pour répéter son appel d'union des droites. En effet, dans «Valeurs actuelles», l'ancien ministre signe une tribune avec des élus frontistes ainsi qu'avec Robert Ménard et son épouse, la députée Emmanuelle Ménard. Pourtant, la mise en garde de Laurent Wauquiez, début avril, était claire. «S'il y a le moindre début de commencement d'alliance, Thierry Mariani ne fera plus partie des Républicains». Et il semblerait bien que soit en train de s'opérer un rapprochement entre l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy et le Front national. Jeudi 12 avril, dans l'hebdomadaire Valeurs actuelles, Thierry Mariani a ainsi signé une tribune appelant à l'union des droites sur laquelle figurent également les noms de plusieurs élus frontistes. Parmi eux, un célèbre lepéniste des Pays de la Loire, Pascal Gannat, selon lequel «la droite classique et le Front national sont faits pour s'entendre». Dans cette tribune intitulée «L'appel d'Angers pour l'unité de la droite», Thierry Mariani et Pascal Gannat s'associent à d'autres personnalités politiques de droite afin de mettre sur pied une «grande alliance» qui puisse s'imposer en tant que force politique. «Ni Les Républicains, délestés de leurs alliés centristes, ni le Front national toujours cornérisé, ni non plus les partis eurocritiques ne pourront l'emporter seuls», écrivent-ils. Parmi les autres signataires de cette tribune figurent Robert Ménard, maire de Béziers élu en 2014 avec le soutien du Front national, son épouse Emmanuelle, députée, mais aussi Jean-Frédéric Poisson président du Parti chrétien-démocrate, l'ex-ministre Christine Boutin, Jacques Bompard maire frontiste d'Orange, l'ancien ministre d'Alain Juppé Charles Millon, ou encore Charles Beigbeder. Pour Robert Ménard, cette tribune constitue «un coup de pied dans la fourmière (...) après la raclée qu'on s'est pris l'an dernier avec l'élimination de François Fillon au premier tour de l'élection présidentielle». Au Front national, on assume cette tribune, mais on va aussi au-delà. «On veut s'ouvrir, mais pas seulement à droite», affirme au quotidien le conseiller spécial de Marine Le Pen, Philippe Olivier. Toujours est-il que Thierry Mariani a déjà été mis en garde par son parti sur une alliance avec les frontistes et risque de voir ses jours au sein de Les Républicains lui être comptés. Reste à savoir si la direction du parti mettra en pratique ses menaces et lui signifiera son exclusion après qu'il ait ignoré ses avertissements. F. M.

Afrique du Sud

Dernier hommage à Winnie Mandela, l'égérie de la lutte anti-apartheid

Des dizaines de milliers de personnes ont acclamé hier la dépouille de Winnie Madikizela-Mandela, égérie populaire mais controversée de la lutte contre l'apartheid, lors d'obsèques nationales organisées dans le township sud-africain de Soweto. Cette cérémonie conclut dix jours de deuil national décrétés en souvenir de celle qu'on surnommait le «roc», «la Mère de la nation», «la libératrice» ou l'«héroïne», décédée le 2 avril à 81 ans des suites d'une longue maladie. Escorté par des motards, le cercueil de «Mama Winnie», recouvert du drapeau sud-africain, a quitté hier matin son domicile de Soweto, la banlieue pauvre de Johannesburg à laquelle elle est restée fidèle toute sa vie. Arrivée au stade d'Orlando, à quelques kilomètres de là, la dépouille a été saluée par quelque 20 000 personnes en deuil qui, le poing levé, ont entonné à pleins poumons une chanson de la lutte «Il n'y a personne comme Winnie Mandela».

«Mama s'est battue pour notre

liberté. C'est essentiel de lui rendre hommage», a expliqué à l'AFP Mufunwa Muhadi, 31 ans, vêtue de noir et d'une coiffe colorée, la tenue choisie par de nombreuses Sud-Africaines pour rendre hommage à «Winnie».

«Elle était un de nos meilleurs soldats. Elle s'est battue du début à la fin. Pars en paix Maman. Tu as joué ton rôle», a salué un autre spectateur en deuil, Brian Maggaza, 53 ans.

Pendant les vingt-sept années de détention de son mari de l'époque Nelson Mandela, Winnie Madikizela Mandela a entretenu la flamme de la résistance à l'apartheid, malgré les tortures, les humiliations et les séjours en prison. Son combat et son courage ont payé. La photo du couple, main dans la main, à la libération de Nelson Mandela en 1990 symbolise la victoire sur le régime raciste blanc, qui tombera officiellement quatre ans plus tard.

Leur couple, lui, ne survivra pas. Ils se sont séparés en 1992, deux ans avant l'accession à la présidence du prix Nobel de la

paix, auréolé de toute la gloire.

Parallèlement, l'image de Winnie a été écornée par des condamnations pour fraude, enlèvement et violences. «Je suis venue pour faire partie de l'histoire», a témoigné Beauty Tsakani Maluleke, éducatrice de 35 ans, venue spécialement de la province du Limpopo (nord). «Elle était notre grand-mère bien aimée. Elle s'est battue pour notre pays». «Elle a combattu pendant que les hommes étaient derrière les barreaux», a résumé une de ses admiratrices, Gloria Mabasa, un tatouage de «Winnie» sur la joue. Plusieurs dirigeants étrangers, dont les chefs d'État congolais Denis Sassou Nguesso et namibien Hage Geingob, étaient attendus à la cérémonie, où le président sud-africain Cyril Ramaphosa devait prononcer l'éloge funèbre.

Des personnalités comme Jesse Jackson, militant emblématique des droits civiques aux États-Unis, ont assisté aux obsèques. «Elle n'a jamais cessé de se battre», avait salué vendredi le pasteur, âgé de 76 ans.



L'exposition «Venue, revenue» à Alger

L'artiste Alexandra Roussopoulos expose ses œuvres

■ L'artiste peintre Alexandra Roussopoulos expose ses œuvres à l'Institut français d'Alger à partir d'aujourd'hui. C'est à l'initiative de cet établissement culturel que l'artiste franco-gréco-helvète viendra exposer ses peintures et son univers dans une exposition intitulée «Venue, revenue». Cette exposition sera ouverte au public jusqu'au 14 juin prochain.



Par Abla Selles

L'Institut français d'Alger poursuit ses activités culturelles et artistiques offrant au public le plaisir de la découverte et aux artistes le bonheur du partage. Des rencontres littéraires, des moments musicaux et des expositions artistiques sont proposés au public qui répond souvent par sa forte présence. Pour le mois d'avril courant, une exposition d'art plastique sera inaugurée cet

après midi en présence des amoureux de la peinture. En effet, c'est l'artiste franco-gréco-helvète Alexandra Roussopoulos qui a voulu partager ses dernières œuvres avec le public algérien. Après des expositions et des résidences d'artistes en Chine, en Irlande, en Slovaquie, au Maroc ou encore en Grèce, Alexandra Roussopoulos pose ses valises à Alger afin de partager son rapport à l'autre et son univers artistique. Les œuvres exposées lors de cette exposition sont le fruit d'une résidence

de création aux Ateliers sauvages (Alger) il y a quelques mois, où l'artiste a trouvé plusieurs sources d'inspiration. Cette exposition, intitulée «Venue, revenue», se poursuit jusqu'au 14 juin prochain.

Il est à noter qu'Alexandra Roussopoulos est une artiste de renommée internationale. Née en 1969, à la triple nationalité française, suisse et grecque, cette artiste a commencé par faire des études à Londres (Heatherley's school of Art et Camberwell School of Art) avant

d'être admise ensuite à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Paris. Après de longues recherches, elle a fait sa première exposition personnelle en 1998 où elle a brillé avec de la peinture sur papier marouflé sur toile. Alexandra Roussopoulos est connue par l'utilisation de couleurs fluorescentes qui transforment la lumière qu'elles reçoivent pour laquelle elle a reçu le prix de peinture de Vitry en 2002.

Alexandra garde de nombreux souvenirs du cinéma d'Art et Essai emblématique du XIV^e

siècle, d'autant plus que, jeune femme, elle tenait la caisse du cinéma. Puis, elle poursuit sa carrière de plasticienne. Une de ses dernières créations évoque la disparition de sa mère à travers un magnifique film qui nous promène dans les rues de la ville natale de Carole, Sion.

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des beaux-arts d'Alger
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)
Lundi 16 avril à 19h30 :

En partenariat avec l'ambassade de France en Algérie et l'Institut français d'Alger, spectacle «L'Odyssée de Fulya» par Cheikh Sidi Bémol (Hocine Boukella), accompagné des frères Fleau. Sur scène, il y aura : Hocine Boukella (auteur du récit), Damien Fleau, (xylophone, flutes, piano, chœurs), Maxime Fleau (percussions, clarinette, chœurs). Prix : 600 DA. La billetterie est ouverte depuis le 5 avril au niveau de la salle Ibn-Zeydoun.

Galerie d'arts Ezzou'art du Centre commercial & de loisirs de Bab-Ezzouar (Alger)
Jusqu'au 21 avril :

Exposition macrophotographique «Emeraude» de l'artiste photographe Chafia Loudjici. **Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger)**
Jusqu'au 20 avril :

Exposition individuelle de peinture de l'artiste peintre Nadia Yahiaoui Khelifi.

Galerie d'Art Asselah-Hocine (39, rue Asselah-Hocine, Alger)
Jusqu'au 20 avril :

Exposition individuelle de peinture de l'artiste peintre Mohamed Boucetta.

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art (Résidence Sahraoui, Les Deux Bassins, Ben-Aknoun, Alger)
Jusqu'au 28 avril :

Exposition-vente de l'artiste peintre Youcef Hafid.

Galerie Dar El-Kenz (Chéraga, Alger)
Jusqu'au 21 avril :

Exposition «Nostalgie» de l'artiste plasticien Ilyes Belkaïd. **Galerie d'Art Mohamed-Racim (5 avenue Pasteur, Alger)**
Jusqu'au 30 avril :

Exposition individuelle de peinture de l'artiste peintre Nordine Mokkedes, sous le thème «Les pixels dans la peinture».

Salon national de la photographie à Tébessa

Plus de quarante photographes exposent leurs œuvres

La première édition du Salon national de la photographie sera ouverte aujourd'hui prochain dans la wilaya de Tébessa, a annoncé vendredi le directeur local de la culture, Abdeldjabar Bellahcen. «Quarante huit photographes venus des wilayas de Boumerdès, Msila, Tlemcen, Laghouat, Sétif et Biskra notamment, seront présents à ce rendez-vous», a indiqué le responsable, notant que «cet événement se poursuivra

durant quatre jours». Organisé par la direction de la culture en collaboration avec l'association locale «Minerve de l'art photographique», ce salon est placé sous le slogan «Tébessa : histoire, patrimoine et authenticité», a encore détaillé M. Bellahcen, attestant que cet événement national ambitionne de «valoriser l'art de la photographie, élargir le cercle de connaissances des photographes et à échanger les expériences entre les parti-

cipants». Des expositions, des ateliers et des débats seront au programme de ce salon national qui sera tenu à la maison de la culture «Mohamed-Chebouki», a détaillé la même source, soulignant que les participants seront conviés à une sortie sur terrain aux ksours de Negrine, à 120 km au sud du chef-lieu de la wilaya, pour immortaliser à travers leurs objectifs un patrimoine phare de l'antique Théveste.

L. B.

Peinture

Un Chagall volé retrouvé après 30 ans aux Etats-Unis

Une huile sur toile réalisée par Marc Chagall en 1911 à Paris et volée il y a près de 30 ans à New York va retrouver les descendants de ses propriétaires, a annoncé jeudi la police fédérale américaine.

L'œuvre intitulée «Othello et Desdémone» a passé des années dans une boîte grossière, stockée dans un grenier de l'Etat du Maryland (Est des Etats-Unis), son receleur ne parvenant pas à s'en défaire.

Lors d'une dernière tentative l'an dernier, le détenteur a

essayé de vendre le tableau à un galeriste de Washington, qui a eu des soupçons et a prévenu la police.

La peinture avait été achetée dans les années 1920 par un couple, Ernest et Rose Heller, qui l'avait exposée dans leur appartement situé dans le quartier cossu de l'Upper East Side, à Manhattan.

A leur retour d'un séjour de vacances en 1988, ils avaient retrouvé leur logement cambriolé et plusieurs de leurs œuvres d'art envolées, dont «Othello et

Desdémone», personnages célèbres dans la dramaturgie de Shakespeare.

L'enquête a établi que le voleur était un ouvrier qui avait accès à l'immeuble des Heller, aujourd'hui décédé.

Le malfaiteur avait confié la toile à un homme habitant le Maryland, qui était censé connaître un acheteur potentiel.

Mais la transaction n'a jamais pu se faire et le Chagall, artiste né en Biélorussie et naturalisé français, est resté dans le Maryland.

«Les œuvres d'art connues et bien répertoriées sont très difficiles à refourguer après avoir été volées», a souligné Tim Carpenter, un agent spécial du FBI spécialisé dans le marché de l'art.

En raison de la prescription pénale dans cette affaire, ni le receleur ni le voleur ne seront poursuivis. Le second a toutefois été condamné à de la prison pour des vols commis dans d'autres appartements.

M. K.



Ligue 2 Mobilis (26^e journée-Match avancé)
L'ASMO et l'ASO font match nul

L'ASM ORAN et l'ASO Chlef ont fait match nul 1-1, mi-temps (1-0) vendredi au stade Bouakel à Oran, en ouverture de la 26^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Youssef Khodja (9 sp)

pour l'ASMO et Melika (53') pour l'ASO Chlef. Avec ce résultat nul, l'ASMO reste scotchée à la 9^e place avec 32 points et l'ASO Chlef conserve provisoirement sa quatrième place (44 pts). Le reste des rencontres devait se dérouler hier samedi.

Championnats arabes U20 d'athlétisme
L'EN avec 29 athlètes à Amman

VINGT-NEUF ATHLÈTES (12 garçons et 17 filles) représenteront l'Algérie aux Championnats arabes d'athlétisme des moins de 20 ans, prévus du 19 au 22 avril 2018, à Amman (Jordanie), a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAA). Il s'agit d'Abidi Mehdi, Aboudi Sid Ali, Bekkouche Hichem El Bahri, Boukhatem Islam, Chibani Othman, Haddadi Amazigh, Khenoussi Oussama, Moktefi Oussama, Moula Slimane, Moussaoui Amir, Timechbache Massinissa et Mohamed Zekraoui chez les garçons, ainsi

que Ouidad Yesli, Aïb Ahlem, Ameer Khadidja Manel, Azzi Souad, Benhadja Afaf, Benhadja Loubna, Bensayah Zina Ahlem, Benselkna Menana Djihène, Bouchène Katia, Dahmani Naïla, Ferdi Douaâ, Hebbache Khadidja, Hachemi Maroua, Hammoumraoui Katia, Kahli Madja, Khelloufi Chahrazed et Zoubiri Meriem chez les filles. «L'ensemble des athlètes qui composent cette sélection ont réussi les minima exigés pour participer aux prochains Championnats arabes», a ajouté la FAA.

Championnats d'Afrique 2018 seniors
Fethi Nourine l'emporte en (-73 kg)

LE JUDOKA algérien Fethi Nourine a été sacré champion d'Afrique de la catégorie (-73 kg) en s'imposant en finale devant l'Égyptien Mohamed Moheyeldin, vendredi à Tunis. C'est la troisième médaille d'or algérienne dans la compétition, après celles remportées jeudi, par Abderrahmane Benamadi (-90kg) et Kaouther Ouallal (-78 kg). Outre la médaille d'or de Nourine, les judokas algériens ont également décroché trois médailles de bronze lors de la 2^e

journée de compétition. Elle sont l'œuvre de Imene Aggour et Amina Belkadi dans la catégorie (-63 kg) et Houd Zourdani (-81 kg). Après deux journées de compétition, l'Algérie totalise 11 médailles (3 or, 3 argent et 5 bronze). Au total, 176 judokas (107 messieurs et 69 dames), dont 19 Algériens, issus de 25 nations prennent part à ces championnats d'Afrique qui se poursuivent samedi à Tunis.

Constantine/Semi-marathon Abdelhamid Benbadis
Les Constantinois haut la main

LES CLUBS d'athlétisme de Constantine ont dominé vendredi le classement des différentes catégories au semi-marathon Abdelhamid Benbadis, organisé à Constantine à l'occasion de la célébration de la journée du savoir «Youn El Ilm», a-t-on constaté. Disputé dans un parcours tracé entre les communes d'Ain Smara et Constantine, sous un ciel partiellement couvert et dans un climat tempéré, qui ont favorisé le challenge et donné la possibilité aux participants de croire à leur chance, cette compétition a connu une grande rivalité entre les athlètes. Dans les catégories des minimes et des cadets (garçons et filles) ainsi que celle des séniors (dames) et des vétérans 1, 2 et 3, sur une distance

entre 3 et 15 km, le podium était dominé par les athlètes des clubs constantinois, à l'exception de la catégorie séniors (hommes). Toutes les conditions nécessaires ont été mobilisées pour réussir cette épreuve relevant du programme du championnat national de cross-country, a fait savoir le président de la ligue constantinoise d'athlétisme (LCA) Benkara Ryad. Il est à noter que près de 700 athlètes de plusieurs catégories, issus de 23 wilayas, ont pris part au semi-marathon Abdelhamid Benbadis, organisé par la ligue de wilaya de la discipline en collaboration avec la Direction de la jeunesse et sport (DJS) et l'Assemblée populaire communale (APC).

Championnat d'Algérie de handi-basket (mise à jour)
Le leader garde son fauteuil

L'ÉQUIPE de Nour Hamadi a consolidé sa place de leader du Championnat d'Algérie de handi-basket, Nationale A, grâce à sa victoire, sur un de ses dauphins, l'IR Boufarik (76-52), vendredi à la salle Ouled Moussa (Alger) pour le compte de la mise à jour de la compétition. Dominateur de la compétition depuis la 1^{re} journée, Nour Hamadi a signé une seizième victoire en autant de matchs, totalisant 32 points, devant respectivement son adversaire du

jour, l'IR Boufarik et Nour M'sila avec 29 pts chacun (13v, 3d). Dans l'autre match de mise à jour, le CR El-Harrach est revenu avec le succès de son déplacement à Khémis El-Khechna contre le club local, l'AKK (59-10). A la faveur de ce succès, le CRBEH rejoint le CB Bou Arréridj à la 6^e place avec 20 pts (5v, 10d), par contre l'A.Khémis El Khechna ferme la marche en compagnie du HM El-Eulma (16 points).

Les stades Hamlaoui et Zabana ont été de véritables arènes

La violence refait surface et des mesures s'imposent

■ Encore une fois, la bête immonde est de retour avec des scènes insoutenables de violence enregistrées aux stades Chahid Hamlaoui de Constantine et Ahmed Zabana d'Oran.

Par Mahfoud M.

Ce qui s'est passé à Constantine à l'occasion du match qui a opposé la JS Kabylie au MC Alger pour le compte de la demi-finale de la Coupe d'Algérie de football dépasse tout entendement. Ainsi, les supporters du Mouloudia ont vécu une journée cauchemardesque, pris en étau entre les fans de la JSK et ceux du CSC. Celui qui a programmé ce match à Constantine devrait prendre toutes ses responsabilités, sachant que les inconditionnels du MCA et du club constantinois étaient en froid en raison d'antécédents entre les deux parties. Ainsi, des blessés sont dénombrés côté Mouloudia et on parle même de deux décès dans les rangs des fans du Doyen. Sachant que le nombre de billets était insuffisant pour le club algérois, il fait savoir que ces derniers ne pouvaient pas accepter de prendre ce petit quota de 3 200 billets qui leur a été accordé,



Les fans, premières victimes

d'où la prise d'assaut du stade pour pouvoir accéder aux tribunes dès les premières heures de la journée d'hier. Mais, les fans ont eu ensuite la désagréable surprise de se retrouver nez à nez avec leurs homologues du CSC qui souhaitaient en découdre avec eux. Les jets de pierre fusaient de partout avant et après le match et des blessés ont été enregistrés dans le camp des Algérois. A Oran aussi, des fans du MCO ont fait irruption sur le terrain pour pro-

tester contre la défaite de leur équipe face au CRB, avant d'entrer dans les vestiaires des arbitres et des joueurs adverses pour leur subtiliser leurs vêtements et autres effets personnels. Regrettable est un mot faible par rapport à ce qui se passe dans nos stades. Nos responsables sont appelés à prendre les mesures qui s'imposent, quitte à arrêter le championnat pour une durée car c'est la vie des gens qui est en danger. M. M.

Coupe d'Algérie (seniors/messieurs)
La JS Kabylie savoure sa finale

La JS Kabylie, déjà vainqueur de cinq trophées en Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de football, s'est qualifiée pour la 11^e finale de son histoire, en dominant le MC Alger aux tirs au but (5-4), dans le choc au sommet des demi-finales, disputé vendredi au stade Chahid Hamlaoui de Constantine et soldé par un nul vierge (0-0), même après prolongations. C'est l'ex-usmiste Mehdi Bendjia qui a inscrit le penalty victorieux, alors que le capitaine mouloudéen Abderrahmane Hachoud, pourtant considéré comme un «spécialiste des balles arrêtées» avait raté le sien tout comme son coéquipier le jeune Ammachi qui a manqué le

sien lors de la seconde série, à la grande joie des supporters de la JSK. La rencontre qui a drainé un public nombreux a été emmaillée d'incidents entre les deux galeries, nécessitant l'intervention des forces de l'ordre à plusieurs reprises selon les images de la Télévision nationale. La deuxième demi-finale devait se jouer hier, entre l'USM Bel-Abbès qui recevra le petit poucet, le CR Zaouia. Ce sera à partir de 16h00, au stade du 24-Février 1956 de Sidi Bel-Abbès, alors que la finale, elle, a été programmée le 1^{er} mai 2018. Avant vendredi, la JSK et le MCA s'étaient croisés à cinq reprises dans cette épreuve populaire, et c'est le Doyen qui menait la

dance, avec quatre victoires contre une seule pour les gars du Djurdjura. La victoire de ce vendredi était donc la deuxième pour les Canaris en Coupe d'Algérie. Mais ces derniers restent tout de même sur une bonne dynamique face au Mouloudia, puisque c'est la deuxième fois qu'ils le dominent en l'espace de 15 jours. La première fois, c'était en championnat, en match retard disputé à Tizi-Ouzou et remporté par la JSK sur le score de trois buts à un. Mal lotis en championnat, où ils continuent à jouer leur survie, les Canaris auront à travers cette finale de la Coupe d'Algérie l'occasion de «sauver» leur saison.

Championnat saoudien - Prix du Meilleur gardien (2017-2018) :
Doukha en pole position

Le gardien international algérien d'Ohod, Azzeddine Doukha, figure parmi les nommés au titre de «Meilleur gardien du championnat saoudien» pour la saison 2017-2018, malgré la relégation de son équipe en deuxième division, après avoir terminé à la dernière place du dernier championnat, clôturé jeudi. L'ancien portier du NA Hussein-déy, de l'USM El Harrach et de la JS Kabylie avait rejoint Ohod lors du dernier mercato estival, mais il s'est très vite

adapté, avant de s'imposer comme un des meilleurs gardiens dans le championnat local. Son compatriote Raïs Wahab M'Bohi, en revanche, n'a pas été retenu parmi les nommés au titre de meilleur joueur du championnat saoudien, probablement à cause de son arrivée tardive, car ayant rallié les rangs d'Al-Ittifaq pendant le mercato hivernal. Avec sept nominés pour les autres Prix du championnat saoudien pour la saison 2017-2018, le club champion en

titre, Al-Hilal est le mieux représenté. Le vote a débuté le vendredi 13 avril, mais les lauréats ne seront officiellement connus que le 24 du même mois, lors d'une cérémonie prévue spécialement à cet effet et pendant laquelle des cadeaux symboliques leur seront remis. Outre le meilleur gardien de but, les meilleurs défenseur, milieu de terrain, attaquant, buteur, joueur, club et public, seront également primés pendant cette cérémonie.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Energie

160 mégawatts d'électricité renouvelable bientôt mis sur le marché



PLUS de 160 mégawatts (MW) d'électricité de sources renouvelables seront «dans peu de temps» mis sur le marché, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

«Nous allons, dans peu de temps, mettre sur le marché, quelque 160 MW d'électricité d'origine renouvelable dont deux fois 25 MW, au titre du programme de Sonelgaz, pour débrider les centrales du Sud et diminuer la consommation du gazoil, alors que 100 à 120 MW devant être mis aux enchères», a précisé M. Guitouni, en marge de la 22^e Journée de l'énergie tenue sous le thème «Une transition énergétique pour un modèle à 50% durable», et ce, à l'occasion de la Journée du savoir (Yaoum El Ilm). Pour rappel, le gouvernement avait fixé, en avril 2017, la procédure d'appel d'offres pour le projet de 4 000 MW en énergies renouvelables. Des appels d'offres à «investisseurs» ou «aux enchères» expliqués dans un décret paru au *Journal officiel*. Selon un décret exécutif publié, ainsi en avril 2017 au *Journal officiel*, cette procédure s'applique aux appels d'offres à investisseurs ou aux enchères «pour la conception, la fourniture d'équipements, la construction et l'exploitation des installations de production de l'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, destinés à la

commercialisation». L'appel d'offres est à investisseurs, «lorsque son lancement intervient à l'initiative du ministre chargé de l'Energie, pour des quantités d'énergies renouvelables préalablement déterminées» ou aux enchères, «lorsque son lancement intervient à l'initiative de la commission de régulation de l'électricité et du gaz, pour des offres de fourniture d'énergies renouvelables correspondant à une puissance minimale préalablement déterminée» dont le volume annuel «ne peut être inférieur à 10 GWh». L'appel d'offres à investisseurs porte sur la réalisation d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables. Il recouvre la conception, la fourniture d'équipements, la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables, ainsi que la commercialisation de l'électricité produite. L'appel d'offres aux enchères est, selon le décret, ouvert à toute personne physique ou morale, désirant réaliser et exploiter des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et justifiant des capacités techniques, économiques et financières.

Safy T.

L'APPROVISIONNEMENT EN LAIT UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE



Djalou@hotmail.com

In-M'Guel

26 blessés suite au renversement d'un autocar

■ Vingt-six personnes ont été blessées suite au renversement d'un autocar, vendredi en début de soirée à In-M'Guel (130 km au nord de Tamanrasset), a-t-on appris hier auprès de la Protection civile.

Par Slim O.

L'accident s'est produit à l'entrée de la commune de In-M'Guel, lorsqu'un bus de transport de voyageurs desservant la ligne Tamanrasset/Adrar, avec à bord plus de 40 passagers, s'est renversé, causant des blessures à 26 personnes, selon la même source. Ces passagers, à différents degrés de blessures, ont été évacués à l'hôpital de Tamanrasset et aucune perte humaine n'a été signalée, a-t-on

ajouté. Deux morts et quatre blessés près de Zelfana Deux personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la route survenu hier au sud de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit à une trentaine de km de l'entrée sud-est de la localité thermale de Zelfana, sur le tronçon de la RN 49 reliant Ghardaïa à Ouargla, suite au dérapage d'un véhicule transportant des membres d'une même famille qui a fait plusieurs tonneaux

avant de finir sa course en dehors de la chaussée, a-t-on précisé. Les corps des deux victimes (une femme âgée de 45 et son bébé) décédées sur place et les quatre blessés dont le père (53 ans) et les autres enfants (17, 12 et 6 ans) ont été évacués vers la polyclinique de Zelfana, structure sanitaire la plus proche du lieu de l'accident, a-t-on ajouté. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident. S. O./APS

Football/ Retour des violences

La FAF plus que jamais interpellée

Après une relative accalmie, la violence est de retour dans les stades algériens. Les enceintes de Chahid-Hamaloui de Constantine et Ahmed-Zabana d'Oran ont été vendredi le théâtre simultanément de scènes de violences inquiétantes et condamnables, mettant à l'échec toutes les tentatives entreprises par la Fédération algérienne de football (FAF) pour éradiquer ce fléau, de plus en plus persistant à l'approche de chaque fin de saison. Les responsables du football national, plus que jamais interpellés, sont appelés à éviter le pire, en prenant des décisions fermes et courageuses pour mettre fin à cette mascarade, qui vient ternir davantage un football algérien déjà aux abois. Le match JS Kabylie - MC Alger (0-0, aux t.a.b 5-4) comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie, retransmis en direct sur la Télévision

nationale mais également sur d'autres chaînes sportives étrangères, a été émaillé par des actes de violence. Des échauffourées ont éclaté dans les gradins lors de la pause-citron, ayant contraint l'arbitre de la rencontre à retarder la reprise de la seconde période. Les affrontements ont repris de plus belle à quelques minutes de la fin du temps réglementaire, suite aux jets de pierres de la part des supporters sur la cage du portier du MCA, Farid Chaâl. L'entraîneur-adjoint du MCA, Rafik Saïfi, a sollicité énergiquement l'arbitre Saïd Aouina de ne pas reprendre la partie en raison des scènes parfois choquantes, mais en vain. Le commissaire au match aurait pu intervenir ne serait-ce que pour interrompre le match jusqu'à l'apaisement de la situation. Le choix de programmer cette rencontre à Constantine a été déjà remis en cause, au vu de la sus-

ceptibilité qui existe entre les fans du MCA et du CSC, estiment les observateurs. Ce rendez-vous de Dame Coupe qui devait se dérouler au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou, a été délocalisé en raison de la capacité d'accueil de cette enceinte, inférieure à 20 000 places, selon la norme exigée par la commission d'organisation de Dame Coupe. Le pire a été évité de justesse, même si des vidéos postées sur les réseaux sociaux ont montré quelques supporters légèrement blessés. Le stade Ahmed-Zabana d'Oran a également été le théâtre de scènes de violence et de vandalisme. Des supporters Oranais ont envahi la pelouse dans la foulée du deuxième but inscrit par le Chabab (78^e) en match décalé de la 25^e journée du championnat de Ligue 1. Des projectiles ont commencé à fuser à partir des tribunes, ce qui a poussé l'arbitre à inter-

rompre la partie, sans jamais la reprendre. Le MCO terminera la saison à domicile à huis clos. Les supporters Oranais auraient pu se comporter avec sagesse, alors que leur équipe joue les premiers rôles cette saison et semblait bien placée pour inquiéter le leader du CS Constantine. Les incidents survenus vendredi confirment encore une fois que le mal est profond. Depuis le début de la saison, des scènes similaires se sont également produites, entre autres, à Skikda, Bel-Abbès, Chlef, et Ain Fekroun. La FAF est plus que jamais appelée à trouver rapidement des solutions efficaces et radicales, en dehors de la sanction du huis clos qui a prouvé à plusieurs reprises qu'elle restait de loin un «remède» temporaire dans la lutte contre la violence.

Racim S./APS